



Inter-Parliamentary Union

For democracy. For everyone.

139^{ème} ASSEMBLEE DE L'UIP ET REUNIONS CONNEXES

Genève, 14-18.10.2018

Conseil directeur
Point 9

CL/203/9-R.1
3 septembre 2018

Rapports des Membres sur leurs activités menées en lien avec l'UIP

Rapports annuels des Membres

Rapports des Membres de l'UIP sur les mesures prises pour donner suite aux résolutions, Assemblées et autres initiatives de l'UIP

Conformément aux Statuts de l'UIP, tous les Membres et Membres associés de l'UIP sont tenus de soumettre un rapport annuel sur les suites qu'ils donnent aux résolutions et décisions de l'UIP (Article 6). Les chefs de délégation doivent aussi soumettre un rapport à leur parlement national après chaque Assemblée statutaire sur le travail entrepris et les résultats de l'Assemblée (Article 7).

Compte tenu du faible taux de réponse à cet exercice annuel (30 à 40 %), le Conseil directeur a décidé d'adopter une nouvelle approche fondée sur un cycle de rotation régulier et prévisible, en vertu duquel un nombre limité de parlements de chaque groupe géopolitique est désigné pour faire rapport. Les Membres sélectionnés pour chaque cycle annuel sont déterminés par rotation en suivant l'ordre alphabétique. Avec ce nouveau système, chaque Membre est censé présenter un rapport tous les quatre ans, ce qui devrait laisser suffisamment de temps pour la préparation et réduire la charge que représente la présentation d'un rapport annuel. Les Groupes géopolitiques et le Comité exécutif sont également invités à superviser la présentation des rapports et à veiller à ce que les Membres de l'UIP s'acquittent de leurs obligations en la matière.

Pour la première édition de la nouvelle modalité de présentation des rapports périodiques, 46 Membres de l'UIP ont été invités à remplir un questionnaire sur l'action de leur parlement en lien avec les résolutions et autres décisions de l'UIP. Les autres Parlements membres ont également été invités à y participer sur une base volontaire.

Le questionnaire visait à recueillir des données comparatives et des exemples concrets de suivi parlementaire en lien avec une ou plusieurs résolutions et décisions adoptées par l'UIP ces dernières années. Il s'agissait d'une enquête courte (deux pages) et simple comportant des réponses à choix multiples pour la plupart des questions et des questions ouvertes pour fournir des exemples.

Sur les 46 parlements sélectionnés, le Secrétariat de l'UIP a reçu les réponses de 31 parlements, soit un taux de réponse de 67 pour cent. Bien que ce taux soit en hausse par rapport à la situation précédente, il demeure inférieur aux résultats escomptés.

Les parlements qui ont été invités à présenter des rapports sur le suivi parlementaire des résolutions et décisions de l'UIP en 2018 sont les suivants (**gras** = parlements ayant répondu à l'enquête) :

Parlements non affiliés
Azerbaïdjan

Groupe africain

Algérie, Angola, **Bénin**, **Botswana**, **Burkina Faso**, Cabo Verde, Cameroun, Comores, **Congo**, **Côte d'Ivoire**, République centrafricaine, **République démocratique du Congo**, Tchad

#UIP139

Groupe arabe

Bahreïn, Egypte, Iraq, Jordanie, Koweït

Groupe Asie-Pacifique

Afghanistan, **Australie**, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, **Chine**, République populaire démocratique de Corée

Groupe Eurasie

Arménie, Bélarus

Groupe latino-américain et des Caraïbes (GRULAC)

Bolivie (Etat plurinational de), Brésil, Colombie, Costa Rica, Equateur, République dominicaine

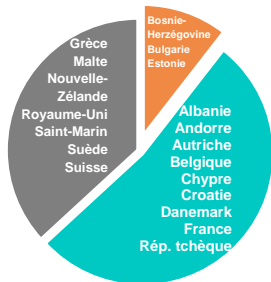
Groupe des Douze Plus

Albanie, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Estonie, France, République tchèque

En outre, 15 réponses volontaires ont été reçues :

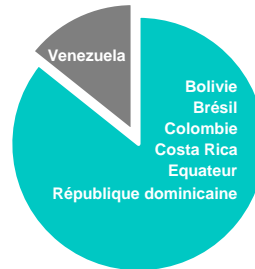
- Groupe africain : **Malawi, Zambie.**
- Groupe arabe : **Emirats arabes unis.**
- Groupe Asie-Pacifique : **Indonésie, Malaisie, Mongolie, Myanmar.**
- GRULAC : **Venezuela.**
- Groupe des Douze Plus : **Grèce, Malte, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Saint-Marin, Suède, Suisse.**

Groupe des Douze Plus



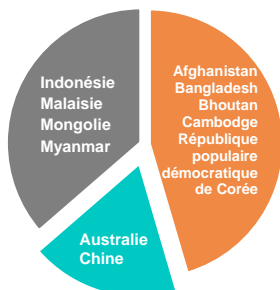
- Parlements n'ayant pas répondu
- Parlements ayant répondu
- Réponses volontaires

GRULAC



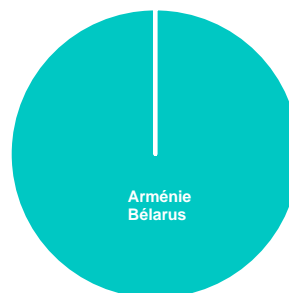
- Parlements ayant répondu
- Réponses volontaires

Groupe Asie-Pacifique

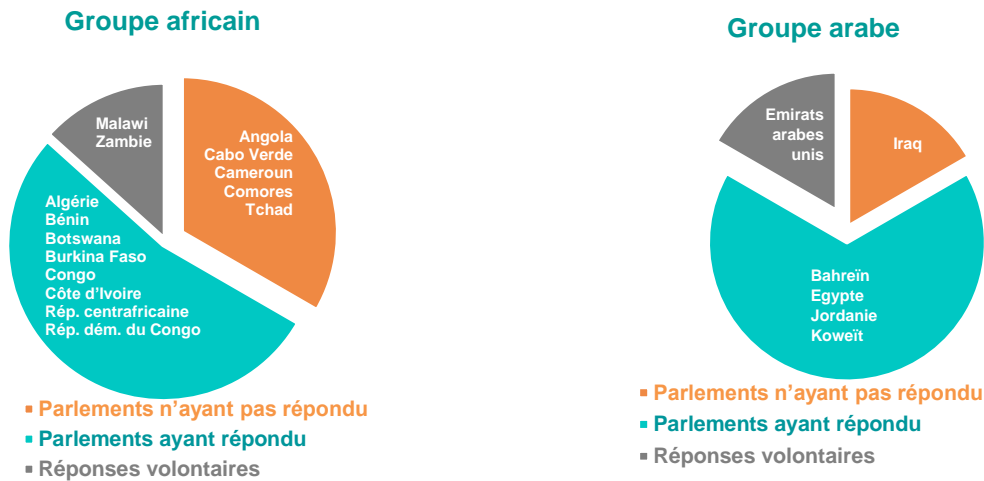


- Parlements n'ayant pas répondu
- Parlements ayant répondu
- Réponses volontaires

Groupe Eurasie



- Parlements ayant répondu



Le Secrétariat remercie le **Myanmar**, la **Nouvelle-Zélande** et la **Grèce** d'avoir fourni pour la deuxième fois consécutive un rapport sur une base volontaire, ainsi que le Parlement de la **République tchèque** d'avoir désigné un fonctionnaire chargé de préparer un rapport exhaustif sur les mesures prises par le Parlement tchèque pour donner suite aux résolutions et décisions de l'UIP.

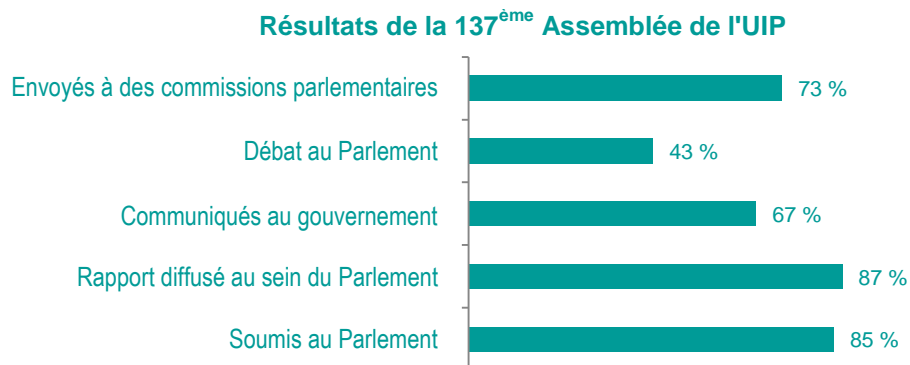
Les Présidents et Secrétariats du GRULAC, du Groupe Eurasie et du Groupe des Douze Plus ont activement contribué à la forte participation de leurs Membres respectifs au processus.

Conclusions de l'enquête

Les réponses reçues fournissent des informations qualitatives et quantitatives importantes sur le type de suite donnée par les parlements nationaux aux résolutions des Assemblées et autres décisions et initiatives de l'UIP.

Comme l'an passé, les réponses indiquent que, de manière générale, les gouvernements et les parlements sont informés des résultats des réunions de l'UIP par le biais de rapports annuels ou de rapports présentés après l'Assemblée.

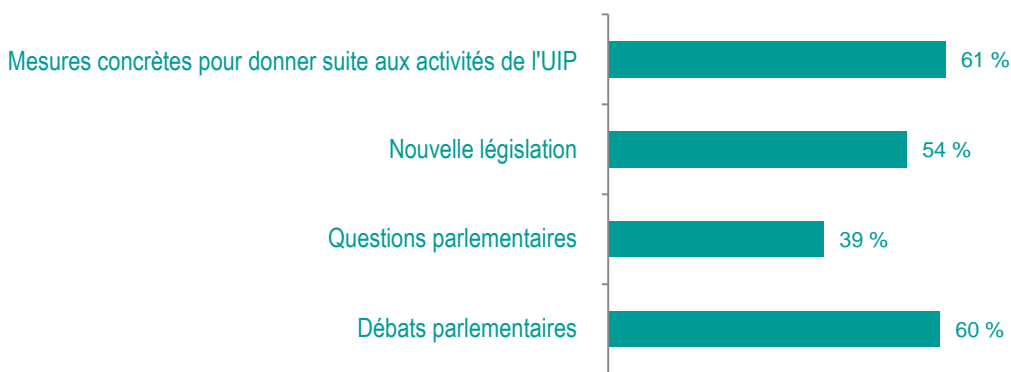
Pour ce qui est des résultats de la 137^{ème} Assemblée de l'UIP (Saint-Pétersbourg, octobre 2017), 85 pour cent des Membres ayant répondu à l'enquête ont indiqué que les résolutions et autres résultats ont été présentés au Parlement ; 73 pour cent ont informé les commissions parlementaires concernées des résolutions ; 67 pour cent les ont communiquées à l'exécutif ; et 87 pour cent ont présenté un rapport au Parlement sur la participation de la délégation parlementaire à l'Assemblée. Néanmoins, seuls 43 pour cent des parlements ont déclaré avoir organisé des débats sur les résultats de l'Assemblée.



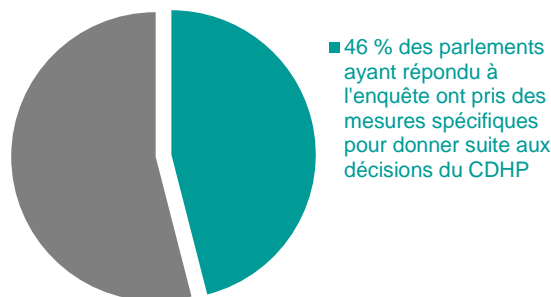
S'agissant de l'influence de l'UIP sur les travaux parlementaires, les réponses montrent que 60 pour cent des parlements concernés ont organisé ces deux dernières années au moins un débat sur leur participation aux travaux de l'UIP et que 39 pour cent d'entre eux ont soumis des questions parlementaires suite aux travaux de l'UIP. Soixante-dix-huit pour cent des parlements ayant répondu à l'enquête ont assisté à au moins une activité de l'UIP (séminaire, atelier, audition, etc.) en plus des Assemblées statutaires ; 61 pour cent d'entre eux ont pris des mesures spécifiques pour donner suite aux décisions et recommandations résultant de ces activités.

Les résultats de l'enquête montrent également que les résolutions et autres décisions de l'UIP ont inspiré des actions concrètes dans les parlements, notamment des initiatives visant à créer et/ou amender la législation. A cet égard, plus de la moitié des parlements ayant répondu à l'enquête (54 %) ont indiqué que plusieurs de leurs décisions ont été influencées, directement ou indirectement, par les travaux de l'UIP ces deux dernières années.

Décisions parlementaires influencées par l'UIP au cours des deux dernières années



En outre, 46 pour cent des parlements ayant répondu à l'enquête ont déclaré avoir pris des mesures spécifiques pour donner suite aux décisions du Comité des droits de l'homme des parlementaires (CDHP) de l'UIP.



Un exemple notable de solidarité parlementaire en matière de droits de l'homme des parlementaires s'est produit l'an passé : le 4 décembre 2017, 158 parlementaires de 23 pays ont adressé au Premier Ministre cambodgien une lettre ouverte¹ dans laquelle ils demandent la libération de M. Kem Sokha et font part de leur vive préoccupation quant à la validité des accusations portées à son encontre et à la probable motivation politique du harcèlement dont il est victime. La lettre ouverte fait état de préoccupations similaires à celles soulevées à plusieurs reprises par le CDHP et le Conseil directeur de l'UIP. Un autre exemple est la déclaration conjointe publiée en septembre 2017 par des parlementaires du Danemark, de Finlande, d'Islande, de Norvège et de Suède, dans laquelle ils

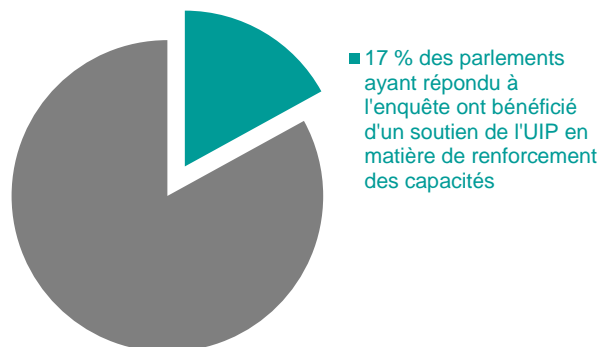
¹ aseanmp.org/wp-content/uploads/2017/12/MP-Sign-On-Letter-Kem-Sokha_04-Dec-2017.pdf

expriment leur profonde préoccupation face aux violations des droits de l'homme des parlementaires détenus en Turquie et encouragent le CDHP à poursuivre ses efforts pour soutenir et défendre ces parlementaires.

Exemples illustrant l'impact des activités de soutien au renforcement des capacités proposées par l'UIP ces deux dernières années

Dix-sept pour cent des parlements ayant répondu à l'enquête ont confirmé avoir reçu un soutien de l'UIP en matière de renforcement des capacités. On trouvera ci-après des exemples de résultats directs obtenus grâce à ce soutien :

- Le Parlement du **Bénin** a indiqué qu'un séminaire national organisé par l'UIP en septembre 2017 avait contribué à améliorer les compétences rédactionnelles des parlementaires et du personnel parlementaire.
- L'Assemblée nationale du **Burkina Faso** a indiqué que les manifestations organisées par l'UIP à Ouagadougou (Réunion régionale de mobilisation des parlementaires en faveur de la nutrition [juin 2017] et Séminaire national sur le rôle des parlements dans la lutte contre la vente et la traite d'enfants [mars 2018]) ont permis aux parlementaires et au personnel parlementaire de prendre connaissance des pratiques existantes, de faire le point sur ces questions et de déterminer les mesures que peuvent prendre les parlementaires au niveau national pour lutter contre la malnutrition et la traite des enfants.
- Les parlements d'**Egypte** et de **Zambie** ont indiqué que plusieurs programmes de formation à l'intention des parlementaires nouvellement élus et du personnel parlementaire, organisés conjointement avec l'UIP ces dernières années, ont été particulièrement utiles pour familiariser les nouveaux parlementaires à leur rôle et ont contribué à améliorer l'efficacité du Secrétariat du Parlement.

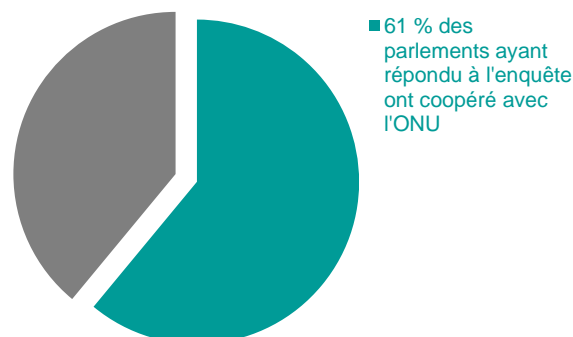


Exemples d'activités de coopération parlementaire avec les Nations Unies ces deux dernières années

Il convient de noter que 61 pour cent des parlements ayant répondu à l'enquête ont indiqué qu'ils coopéraient avec l'ONU et menaient diverses activités conjointes avec les équipes de pays des Nations Unies. Plusieurs exemples spécifiques de cette coopération méritent d'être soulignés, notamment les suivants :

- En **Albanie**, le Parlement et l'équipe de pays des Nations Unies ont organisé en mai 2018 une activité conjointe sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Le Parlement a également signé un protocole d'accord avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour promouvoir les droits des enfants. Le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Tirana a appuyé la participation de parlementaires à différentes activités au niveau international.
- En décembre 2017, l'Assemblée nationale de la République du **Bélarus** a tenu des auditions parlementaires publiques sur le rôle du Parlement dans la mise en œuvre des ODD. Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre du projet du PNUD intitulé *Renforcer le rôle du Parlement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable*.

- Au **Bénin**, un plan de développement du Parlement a été financé par le PNUD. Un séminaire a également été organisé avec l'appui de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour examiner les questions relatives à la législation nationale sur la santé. En outre, des réseaux de parlementaires travaillant sur le développement et la nutrition ont été créés avec l'appui du PNUD et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- En novembre et décembre 2017, le Parlement de **Bolivie** a organisé, en coopération avec ONU Femmes et le PNUD, plusieurs ateliers à l'intention des parlementaires sur la mise en œuvre de la "dépariarcalisation" dans la législation bolivienne.
- Au **Brésil**, les deux chambres du Congrès tiennent des réunions régulières avec les institutions de l'ONU. Un séminaire organisé conjointement avec le PNUD est prévu en novembre 2018 pour présenter les conclusions et recommandations du Rapport parlementaire mondial 2017.
- Plusieurs séminaires et séances de formation à l'intention des parlementaires ont été organisés au **Burkina Faso** en collaboration avec l'UNICEF, la FAO et le PNUD.
- En **Algérie**, de nombreux séminaires et séances de formation ont été organisés avec ONU Femmes sur les questions en lien avec l'égalité des sexes. Un protocole d'accord a été signé entre le Parlement algérien et le PNUD dans le cadre du projet *Appui à la représentation effective et durable des femmes dans les assemblées élues*.
- En coopération avec la FAO, l'Assemblée nationale du **Congo** a organisé plusieurs ateliers, séminaires et activités de renforcement des capacités à l'intention des parlementaires sur la sécurité alimentaire, et a créé l'Alliance parlementaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- En **Colombie**, une salle spéciale a été réservée au sein du Congrès pour l'allaitement, avec l'appui de l'UNICEF. L'équipe de pays des Nations Unies a également fourni une assistance à la Commission de la paix du Sénat, notamment une assistance technique pour l'application de l'Accord de paix aux niveaux national et local.
- Les parlements du **Costa Rica** et de l'**Equateur** ont indiqué qu'ils travaillaient en étroite coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies sur un large éventail de questions, notamment l'égalité des sexes, les ODD, les droits de l'homme, etc. Plusieurs manifestations étaient régulièrement organisées pour informer, sensibiliser et former les parlementaires.
- En collaboration avec le PNUD, de nombreux parlementaires et membres du personnel parlementaire de **Nouvelle-Zélande** ont effectué des visites dans d'autres parlements de la région, et vice versa, pour favoriser l'échange de données d'expérience et de connaissances.
- Au **Venezuela**, l'Assemblée nationale travaille en étroite collaboration avec le bureau national du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour améliorer la situation des réfugiés vénézuéliens.



Exemples de bonnes pratiques au niveau national

Les parlements ayant répondu à l'enquête ont également fourni des exemples précis de la façon dont l'UIP a influencé leurs travaux au niveau national. On trouvera ci-après une sélection de ces exemples :

- **Albanie** : plusieurs textes législatifs ont été adoptés et d'autres initiatives ont été mises en œuvre en prenant pour appui les travaux de l'UIP sur les questions en lien avec l'égalité des sexes. On peut citer à titre d'exemple l'approbation d'amendements à la Loi sur la prévention de la violence domestique et l'adoption d'une résolution sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles et l'amélioration de l'efficacité des mécanismes juridiques de prévention.
- **Belgique** : au cours des trois dernières années, la Chambre des Représentants a posé au gouvernement 18 questions orales et 12 questions écrites sur la situation des Rohingyas. La Commission des relations extérieures de la Chambre a également tenu un débat sur cette question en octobre 2017. En avril de la même année, le Sénat a adopté une résolution visant à renforcer l'autonomie financière des femmes dans les pays en développement, qui fait spécifiquement référence à la résolution adoptée par l'UIP sur un sujet analogue à sa 136^{ème} Assemblée à Dhaka.
- **Burkina Faso** : le Parlement a organisé deux ateliers sur les politiques publiques et les ODD afin d'informer les parlementaires sur les défis et les opportunités liés à la mise en œuvre des ODD au niveau parlementaire. Le Parlement a également contribué à l'élaboration d'un cadre logique national pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD.
- **Equateur** : l'Assemblée nationale a créé des groupes parlementaires spécialisés pour travailler sur les questions en lien avec la mise en œuvre des ODD. En octobre 2017, elle a approuvé une résolution sur la mise en œuvre des ODD et du Programme 2030 au niveau national. Les parlementaires ont également participé au Forum politique de haut niveau à New York et ont largement contribué à l'élaboration du rapport national volontaire présenté à ce Forum.
- **Indonésie** : gardant à l'esprit la résolution sur un point d'urgence adoptée par l'UIP à sa 137^{ème} Assemblée, le Vice-Président de la Chambre des Représentants pour la politique et la sécurité s'est rendu en décembre 2017 dans un camp de réfugiés à Kutupalong (Bangladesh). Il a également rencontré le Président du Parlement du Bangladesh et un ministre du Gouvernement bangladais pour discuter de la crise humanitaire qui frappe le peuple rohingya et essayer de trouver des solutions durables.
- **Nouvelle-Zélande** : en avril 2017, le Parlement a organisé un débat sur le rôle des parlements dans l'adoption de mesures urgentes contre les changements climatiques. Ce débat a été influencé par les travaux de l'UIP sur les changements climatiques et par les recommandations du Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques.
- **République tchèque** : influencé par les travaux de l'UIP dans le domaine de l'égalité des sexes, le Parlement a adopté une nouvelle politique sur le congé parental et a créé des garderies et des salles d'allaitement dans les locaux du Parlement.
- **Zambie** : l'Assemblée nationale a mis en place un processus national pour assurer la mise en œuvre des résolutions et décisions de l'UIP, qui prévoit la tenue régulière de séminaires nationaux pour sensibiliser les parlementaires aux travaux de l'UIP et identifier les mesures de suivi possibles au niveau national.

La liste complète des bonnes pratiques est présentée en Annexe. Outre les informations reçues dans le cadre de l'enquête, d'autres exemples provenant de différentes sources (correspondance des Membres, rapports d'activités de l'UIP, informations publiques, etc.) ont également été inclus dans le tableau. Les Membres de l'UIP sont invités à faire le bilan de ces expériences et à réfléchir aux possibilités d'utiliser davantage les résolutions et les résultats de l'UIP comme référence dans leurs travaux au niveau national.

Rapports de l'année prochaine

En 2019, les Membres suivants seront invités à soumettre leurs rapports nationaux :

Groupe africain

Burundi, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho

Groupe arabe

Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman

Groupe Asie-Pacifique

Fidji, Iles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Malaisie, Maldives, République démocratique populaire lao

Groupe Eurasie

Kazakhstan, Kirghizistan

Groupe latino-américain et des Caraïbes (GRULAC)

Cuba, El Salvador, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras

Groupe des Douze Plus

Allemagne, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie

Exemples de mesures prises par les parlements au cours des deux dernières années pour donner suite aux travaux de l'UIP

Membre	Résolution/décision/publication/activité de l'UIP	Mesure prise par le Parlement
<p>Albanie</p>	<p><i>Déclaration de Hanoï - Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action.</i> Document final du débat général (132^{ème} Assemblée de l'UIP, Hanoï, Viet Nam, avril 2015)</p> <p><i>Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre</i> (127^{ème} Assemblée de l'UIP, Québec, Canada, octobre 2012)</p> <p><i>Parlements : évaluer la sensibilité au genre - Outil d'auto-évaluation</i> (publication de l'UIP, 2016)</p> <p>Travaux de l'UIP dans le domaine de l'égalité des sexes</p>	<p>En décembre 2017, le Parlement albanais a adopté une résolution sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En janvier 2018, un groupe de travail a été créé pour mettre en œuvre la résolution susmentionnée et un plan de travail parlementaire a été établi.</p> <p>Plusieurs textes législatifs ont été adoptés et d'autres initiatives ont été mises en œuvre en prenant pour appui les travaux de l'UIP sur les questions en lien avec l'égalité des sexes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amendements à la Loi sur la prévention de la violence domestique • Adoption de la <i>Résolution sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles et l'amélioration de l'efficacité des mécanismes juridiques de prévention.</i> Dans cette résolution, le Parlement albanais exprime son engagement à lutter contre la violence domestique en coordination avec les gouvernements locaux, le gouvernement central et l'appareil judiciaire. • Création de l'Alliance des femmes parlementaires en mars 2018.
<p>Algérie</p>	<p><i>Déclaration de Saint-Pétersbourg : Promouvoir le pluralisme culturel et la paix à travers le dialogue interreligieux et interethnique.</i> Document final du débat général (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p> <p><i>Rajeunir la démocratie, donner la parole aux jeunes</i> Document final du débat général (134^{ème} Assemblée de l'UIP, Lusaka, Zambie, mars 2016)</p> <p>Travaux de l'UIP sur les questions relatives aux jeunes</p>	<p>Une conférence sur le dialogue des civilisations et les relations internationales s'est tenue au Conseil de la nation pour donner suite à la Déclaration de Saint-Pétersbourg.</p> <p>Adoption par le Parlement (les deux chambres) de la nouvelle Constitution portant création du Conseil supérieur de la jeunesse, organe consultatif du pouvoir exécutif, qui formule des recommandations sur les questions relatives aux jeunes.</p>

<p>Andorre</p>	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Mettre un terme à la grave crise humaine, aux actes de persécution et aux attaques violentes contre les Rohingyas, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et garantir le retour immédiat et sans condition des Rohingyas sur leurs terres d'origine au Myanmar.</i> Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Petersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>Le Président du Groupe interparlementaire national a adressé une lettre officielle au chef du gouvernement l'invitant à envisager la possibilité de débloquer une aide financière pour faire face à la crise humanitaire qui frappe le peuple rohingya. Par la suite, le gouvernement a versé une contribution financière volontaire au HCR.</p>
	<p>Réunions parlementaires à l'occasion des Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques Travaux de l'UIP sur la question des changements climatiques</p>	<p>Un projet de loi visant à accélérer la transition énergétique et à lutter contre les changements climatiques a été déposé en 2018. Les parlementaires qui ont participé aux réunions parlementaires à l'occasion des Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques ont activement contribué à l'amélioration du projet de loi en présentant des amendements qui reflètent les positions et les recommandations de l'UIP.</p>
	<p>Déclaration sur le thème <i>Renforcer le régime mondial applicable aux migrants et aux réfugiés : le besoin de solutions politiques fondées sur des données factuelles</i> Document final du débat général (138^{ème} Assemblée de l'UIP, Genève, Suisse, avril 2018)</p>	<p>Après avoir participé à la 138^{ème} Assemblée, un parlementaire a soumis une question écrite au gouvernement à propos des mesures et des protocoles nationaux pour l'accueil des réfugiés en Andorre.</p>
<p>Angola</p>	<p>Résultats des Assemblées de l'UIP Travaux de l'UIP sur les ODD</p>	<p>Les résultats des Assemblées de l'UIP sont régulièrement traduits en portugais et distribués à tous les parlementaires angolais. En fonction du sujet, les résultats traduits sont également envoyés aux commissions parlementaires concernées pour examen et suivi. Le Président du Parlement est également sensibilisé aux travaux et aux décisions de l'UIP et, selon le cas, des débats sont organisés en plénière. Un débat sur le rôle des parlementaires dans la mise en œuvre des ODD a par exemple été organisé, donnant lieu à l'élaboration d'un Plan d'action parlementaire national sur les ODD.</p>
<p>Arménie</p>	<p>Carte <i>Les femmes en politique</i> (publication de l'UIP, 2017) Travaux de l'UIP dans le domaine de l'égalité des sexes</p>	<p>Actuellement, l'Assemblée nationale travaille sur des amendements au Code électoral visant à accroître le nombre de femmes au Parlement.</p>

<p>Australie</p>	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Mettre un terme à la grave crise humaine, aux actes de persécution et aux attaques violentes contre les Rohingyas, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et garantir le retour immédiat et sans condition des Rohingyas sur leurs terres d'origine au Myanmar.</i> Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>En octobre 2017, des sénateurs australiens ont posé des questions à l'exécutif sur sa position et son action concernant la situation des Rohingyas.</p> <p>Ces questions peuvent être consultées à l'adresse suivante (en anglais) : parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/search/display/display.w3p;query=Id%3A%22committees%2Festimate%2F5d7f76de-3c23-4c9a-a0c6-35cc9283a933%2F0002%22</p>
	<p>Carte <i>Les femmes en politique</i> (publication de l'UIP, 2017)</p> <p>Travaux de l'UIP dans le domaine de l'égalité des sexes</p>	<p>En octobre 2017, une parlementaire de la Chambre des représentants a présenté une motion demandant à la Chambre d'accueillir favorablement l'annonce, par la Ministre des affaires étrangères, de la création de l'Initiative pour le leadership des femmes, un programme quinquennal visant à autonomiser les femmes et les filles du Pacifique. Pour étayer sa proposition, la parlementaire s'est appuyée sur les données de l'UIP.</p> <p>La motion peut être consultée à l'adresse parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/search/display/display.w3p;query=Id%3A%22chamber%2Fhansard%2F24110988-407b-4172-97b0-e0ae4a8bf83c%2F0361%22</p>
<p>Autriche</p>	<p>Décisions du Conseil directeur de l'UIP sur les droits de l'homme des parlementaires, préparées par le Comité des droits de l'homme des parlementaires</p>	<p>La délégation nationale transmet toujours, pour information et suivi, les décisions du CDHP au Président de la Commission des droits de l'homme du Conseil national.</p>
<p>Bahreïn</p>	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Mettre un terme à la grave crise humaine, aux actes de persécution et aux attaques violentes contre les Rohingyas, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et garantir le retour immédiat et sans condition des Rohingyas sur leurs terres d'origine au Myanmar.</i> Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>Après la 137^{ème} Assemblée, le Groupe interparlementaire national a transmis officiellement la résolution sur ce point d'urgence au Ministère des affaires étrangères. En outre, le Conseil des représentants a publié une déclaration condamnant la violence contre les musulmans au Myanmar et appelant la communauté internationale à prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme à cette situation.</p> <p>Le Conseil des représentants a également soumis une proposition exhortant le gouvernement à coordonner une réponse commune avec les autres Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour soutenir les Rohingyas.</p>

<p>Bangladesh</p>	<p><i>La législation en matière de mariage d'enfants, de mariage précoce ou forcé dans 37 pays d'Asie-Pacifique</i> (publication de l'UIP, 2016)</p> <p>Travaux de l'UIP sur le mariage d'enfants.</p>	<p>Un groupe de parlementaires du Bangladesh s'est rendu dans quatre districts du pays pour sensibiliser la population aux problèmes liés au mariage d'enfants.</p>
<p>Bélarus</p>	<p>Résultats de la 137^{ème} Assemblée de l'UIP (Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>A l'issue de la 137^{ème} Assemblée, le chef de la délégation nationale a transmis officiellement les résultats de l'Assemblée au Premier Ministre.</p>
<p>Belgique</p>	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Mettre un terme à la grave crise humaine, aux actes de persécution et aux attaques violentes contre les Rohingyas, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et garantir le retour immédiat et sans condition des Rohingyas sur leurs terres d'origine au Myanmar.</i></p> <p>Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>Entre mars 2015 et juin 2018, 18 questions orales et 12 questions écrites ont été posées à la Chambre des Représentants concernant la situation des Rohingyas. La Commission des relations extérieures de la Chambre a également tenu un débat sur cette question en octobre 2017.</p>
<p><i>Partager notre diversité : le 20^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle sur la démocratie</i></p> <p>Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>Un article publié à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle sur la démocratie et traitant également de la pétition de l'UIP "Engagez-vous maintenant" pour la défense de la démocratie était présent sur la page d'accueil du site Internet du Sénat du 26 septembre au 11 octobre 2017 (www.senat.be/www/?Mlval=/index_senate&MENUID=55000&LANG=fr).</p> <p>Des informations sur la Déclaration ont aussi été incluses dans l'exposition SUPERDEMOCRATIE, qui s'est tenue en octobre 2017 au Sénat. Une affiche contenant le texte de la Déclaration a été distribuée aux visiteurs, lesquels ont également été invités à signer la pétition en ligne de l'UIP sur place (un ordinateur avait été installé à cet effet dans la salle des séances plénières). L'exposition a été complétée par cinq ateliers et quatre conférences dans la salle des séances plénières autour des enjeux actuels de la démocratie, en présence d'intervenants internationaux de renom.</p>	
<p><i>Rapport parlementaire mondial 2017 – Le contrôle parlementaire : le pouvoir du parlement de demander des comptes au gouvernement</i> (publication de l'UIP, 2017)</p>	<p>Pendant plusieurs mois, le deuxième Rapport parlementaire mondial sur le contrôle parlementaire a été mis en avant sur le site Internet du Groupe belge de l'UIP.</p>	

	<p><i>La liberté des femmes de participer pleinement aux processus politiques, en toute sécurité et en toute indépendance : établir des partenariats hommes-femmes pour atteindre cet objectif.</i> Résolution (135^{ème} Assemblée de l'UIP, Genève, Suisse, octobre 2016)</p>	<p>Après avoir participé à la 135^{ème} Assemblée, et compte tenu des statistiques de l'UIP sur les femmes au Parlement, un membre de la Chambre des Représentants a présenté une question écrite sur la participation des femmes à la vie politique. La question faisait spécifiquement référence à la recommandation de la résolution qui préconise la fixation d'une échéance pour atteindre la parité au Parlement, en l'occurrence au Parlement belge.</p>
	<p><i>Promouvoir le renforcement de la coopération internationale dans le cadre des ODD, notamment en favorisant l'inclusion financière des femmes comme moteur de développement</i> Résolution (136^{ème} Assemblée de l'UIP, Dhaka, Bangladesh, avril 2017)</p>	<p>En avril 2017, le Sénat a adopté une résolution visant à renforcer l'autonomie financière des femmes dans les pays en développement. La résolution (paragraphe L du préambule) renvoie explicitement à la résolution adoptée par l'UIP sur un sujet analogue lors de la 136^{ème} Assemblée à Dhaka. La résolution du Sénat belge peut être consultée à l'adresse www.senat.be/www/webdriver?MltabObj=pdf&MlcolObj=pdf&MlnamObj=pdfid&MltypeObj=application/pdf&MlvalObj=100663726.</p>
	<p><i>Déclaration sur le thème Renforcer le régime mondial applicable aux migrants et aux réfugiés : le besoin de solutions politiques fondées sur des données factuelles</i> Document final du débat général (138^{ème} Assemblée de l'UIP, Genève, Suisse, avril 2018)</p>	<p>La délégation belge de l'UIP a suivi de près les négociations sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de l'ONU. Elle a rencontré à quatre reprises le négociateur belge (envoyé spécial pour les migrations et l'asile) pour discuter du processus, suivre les projets successifs et apporter une contribution parlementaire.</p>
Botswana	<p>Résultats de la 137^{ème} Assemblée de l'UIP (Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>Le rapport de la délégation nationale sur sa participation à la 137^{ème} Assemblée de l'UIP, qui comprend les conclusions de l'Assemblée, a été examiné et adopté par l'Assemblée nationale en juillet 2018.</p> <p>Les résultats de l'Assemblée ont également été envoyés aux ministères concernés pour information et mise en œuvre.</p>
Brésil	<p>Résultats de la 136^{ème} Assemblée de l'UIP (Dhaka, Bangladesh, avril 2017)</p>	<p>A son retour de la 136^{ème} Assemblée, le Chef de la délégation nationale a rencontré le Ministre des affaires étrangères pour lui présenter le rapport de la délégation et les résultats de l'Assemblée.</p>

<p>Burkina Faso</p>	<p><i>Déclaration de Hanoï - Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i> Document final du débat général (132^{ème} Assemblée de l'UIP, Hanoï, Viet Nam, avril 2015)</p> <p><i>Les ODD à l'usage des parlements - Outil d'auto-évaluation</i> (publication de l'UIP, 2016)</p>	<p>Le Parlement a organisé deux ateliers sur les politiques publiques et les ODD pour informer les parlementaires sur les défis et les opportunités liés à la mise en œuvre des ODD au niveau parlementaire.</p> <p>Le Parlement a contribué à l'élaboration d'un cadre logique national pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD.</p>
<p>Chili</p>	<p>Décisions du Conseil directeur de l'UIP sur les droits de l'homme des parlementaires, préparées par le Comité des droits de l'homme des parlementaires</p> <p>Déclarations publiques de l'UIP sur la situation au Venezuela</p>	<p>En mars 2018, la Chambre des Députés du Chili a approuvé une résolution en solidarité avec l'Assemblée nationale du Venezuela. Le texte a été envoyé au CDHP et à un grand nombre de parlements et d'organisations de la région.</p> <p>La résolution peut être consultée à l'adresse www.camara.cl/pdf.aspx?prmID=4959&prmTipo=PACUERDO (en espagnol).</p>
<p>Colombie</p>	<p><i>Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre</i> (127^{ème} Assemblée de l'UIP, Québec, Canada, octobre 2012)</p>	<p>Une salle spéciale a été réservée au sein du Congrès pour l'allaitement.</p>
<p>Costa Rica</p>	<p><i>Déclaration de Hanoï - Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i> Document final du débat général (132^{ème} Assemblée de l'UIP, Hanoï, Viet Nam, avril 2015)</p>	<p>En avril 2016, le Parlement a organisé un forum sur les ODD pour identifier les défis et les opportunités au niveau national. Lors du Forum, le Président du Parlement a déclaré que le Parlement s'employait à mettre en œuvre les recommandations de l'UIP relatives à la réalisation des ODD.</p>
<p><i>Rajeunir la démocratie, donner la parole aux jeunes</i> Document final du débat général (134^{ème} Assemblée de l'UIP, Lusaka, Zambie, mars 2016)</p> <p>Travaux de l'UIP sur les questions relatives aux jeunes</p>	<p>En collaboration avec le Ministère de l'éducation, le Parlement a organisé une série d'activités destinées à promouvoir la participation des jeunes à la vie politique. Les activités ont réuni plus d'une centaine d'élèves du secondaire issus de quartiers défavorisés qui ont pu rencontrer des hauts responsables politiques, des parlementaires et des dirigeants locaux pour échanger avec eux. Ces activités ont été organisées dans le cadre de la Journée internationale de la démocratie 2017.</p>	
<p>Résultats des Assemblées de l'UIP</p>	<p>Les résolutions et décisions de l'UIP sont systématiquement communiquées aux commissions parlementaires et aux ministères concernés.</p>	

Côte d'Ivoire	Résultats des Assemblées de l'UIP	Tous les ans, en octobre, un débat en plénière est organisé pour examiner les résultats des deux dernières Assemblées de l'UIP.
Danemark	<p>Décisions du Conseil directeur de l'UIP sur les droits de l'homme des parlementaires, préparées par le Comité des droits de l'homme des parlementaires</p> <p>Déclarations publiques de l'UIP sur la situation en Turquie</p>	<p>Après l'adoption des décisions du CDHP sur des parlementaires turcs, le Parlement danois a envoyé plusieurs délégations parlementaires officielles pour observer les procès des parlementaires concernés à Ankara.</p> <p>En novembre 2016, le Parlement a adopté une résolution condamnant la détention de parlementaires du parti HDP en Turquie, demandant leur libération et exhortant le Gouvernement danois à prendre des mesures à cet égard, tant au niveau bilatéral que dans les enceintes internationales.</p>
Equateur	<p><i>Déclaration de Hanoï - Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action</i></p> <p>Document final du débat général (132^{ème} Assemblée de l'UIP, Hanoï, Viet Nam, avril 2015)</p>	<p>L'Assemblée nationale a créé des groupes parlementaires spécialisés pour travailler sur les questions en lien avec la mise en œuvre des ODD. En octobre 2017, elle a approuvé une résolution sur la mise en œuvre des ODD et du Programme à l'horizon 2030 au niveau national.</p> <p>L'Assemblée nationale a également participé au Forum politique de haut niveau à New York et a largement contribué à l'élaboration du rapport national volontaire présenté à ce Forum.</p>
	<p>Décisions du Conseil directeur de l'UIP sur les droits de l'homme des parlementaires, préparées par le Comité des droits de l'homme des parlementaires</p>	<p>Pour mieux répondre aux préoccupations du CDHP concernant les cas dont ce dernier est saisi en Equateur, l'Assemblée nationale a fait appel aux services d'un conseiller juridique pour donner suite aux décisions du Comité et contribuer à trouver des solutions satisfaisantes aux cas équatoriens.</p>
Egypte	<p><i>Assurer une protection durable du patrimoine culturel matériel et immatériel de l'humanité contre la destruction et la dégradation</i></p> <p>Résolution (134^{ème} Assemblée de l'UIP, Lusaka, Zambie, mars 2016)</p>	<p>La loi sur la protection des antiquités a été modifiée conformément aux recommandations formulées par l'UIP dans sa résolution sur cette question.</p> <p>La Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique a été ratifiée par le Parlement.</p>
	<p><i>L'engagement impératif des parlements en faveur de migrations plus justes, plus sensées et plus humaines</i></p> <p>Document final du débat général (133^{ème} Assemblée de l'UIP, Genève, Suisse, octobre 2015)</p>	<p>Le Parlement a adopté une loi sur la lutte contre l'immigration clandestine et le trafic de réfugiés pour favoriser des migrations plus justes, plus sensées et plus humaines.</p>
	<p><i>Instaurer l'égalité entre hommes et femmes et mettre fin à la violence faite aux femmes</i></p> <p>Document final du débat général (131^{ème} Assemblée de l'UIP, Genève, Suisse, octobre 2014)</p>	<p>Un projet de loi sur la protection des femmes contre la violence a été présenté.</p>

<p>Emirats arabes unis</p>	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Mettre un terme à la grave crise humaine, aux actes de persécution et aux attaques violentes contre les Rohingyas, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et garantir le retour immédiat et sans condition des Rohingyas sur leurs terres d'origine au Myanmar.</i> Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Petersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>Un débat parlementaire a eu lieu sur le point d'urgence qui a donné lieu à la résolution. Le Parlement a réitéré son soutien aux causes humanitaires à travers le monde et en particulier à l'action déployée pour faire face à la crise des Rohingyas.</p>
<p>Fédération de Russie</p>	<p><i>Travaux de l'UIP dans le domaine des droits de l'homme</i></p>	<p>En mars 2018, le Conseil de la Fédération a tenu une audition parlementaire spéciale dans le cadre du processus national de préparation du rapport de la Fédération de Russie sur la mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel (EPU). En avril 2018, la Commission des affaires étrangères du Conseil de la Fédération a rencontré les membres de la délégation qui devait représenter le pays à l'examen national lors du troisième cycle de l'EPU.</p>
<p>France</p>	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Mettre un terme à la grave crise humaine, aux actes de persécution et aux attaques violentes contre les Rohingyas, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et garantir le retour immédiat et sans condition des Rohingyas sur leurs terres d'origine au Myanmar.</i> Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Petersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>Le chef de la délégation nationale informe régulièrement les commissions parlementaires concernées des débats des Assemblées de l'UIP et leur transmet, pour information et suivi, les décisions desdites Assemblées. Par exemple, après le débat sur le point d'urgence sur la situation des Rohingyas, la Commission des affaires internationales a été informée de la résolution adoptée par l'UIP, suite à quoi la Commission a décidé d'effectuer une mission d'urgence au Myanmar, laquelle s'est déroulée en décembre 2017.</p>
	<p>Diplomatie parlementaire</p>	<p>La délégation nationale profite de la plateforme offerte par les Assemblées de l'UIP pour renforcer ses liens d'amitié et ses relations diplomatiques avec les autres parlements.</p>
	<p>Décisions du Conseil directeur de l'UIP sur les droits de l'homme des parlementaires, préparées par le Comité des droits de l'homme des parlementaires</p>	<p>Le chef de la délégation informe les groupes d'amitié parlementaires concernés des décisions adoptées par le Conseil directeur en matière de droits de l'homme concernant les parlements avec lesquels ils travaillent.</p>
<p><i>Réunions parlementaires à l'occasion des réunions des Nations Unies</i></p>	<p>Après chaque réunion, les parlementaires participants rencontrent le représentant permanent de la France auprès de l'ONU afin d'insuffler une perspective parlementaire aux positions du pays sur les questions importantes inscrites à l'ordre du jour international.</p>	

<p>Indonésie</p>	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Mettre un terme à la grave crise humaine, aux actes de persécution et aux attaques violentes contre les Rohingyas, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et garantir le retour immédiat et sans condition des Rohingyas sur leurs terres d'origine au Myanmar.</i> Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>En décembre 2017, le Vice-Président de la Chambre des Représentants pour la politique et la sécurité s'est rendu en décembre 2017 dans le camp de réfugiés rohingyas à Kutupalong (Bangladesh) et a rencontré le Président du Parlement du Bangladesh et un ministre du gouvernement de ce pays pour discuter de la crise humanitaire qui frappe le peuple rohingya.</p> <p>Le Président de la Commission de la coopération interparlementaire de la Chambre des représentants indonésienne a rendu une visite de courtoisie au Vice-Président de la République d'Indonésie, S.E. M. Jusuf Kalla pour discuter de la position du pays sur la situation des Rohingyas.</p>
	<p><i>Les ODD à l'usage des parlements - Outil d'auto-évaluation</i> (publication de l'UIP, 2016)</p>	<p>La Chambre a créé un groupe de travail sur les ODD pour mener un exercice d'auto-évaluation.</p>
<p>Italie</p>	<p>Décisions du Conseil directeur de l'UIP sur les droits de l'homme des parlementaires, préparées par le Comité des droits de l'homme des parlementaires</p> <p>Déclarations publiques de l'UIP sur la situation au Cambodge</p>	<p>En décembre 2017, conformément à la position de l'UIP, la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Députés a adopté une résolution condamnant la détention de M. Kem Sokha et la dissolution du principal parti d'opposition dans le pays, le Parti du salut national du Cambodge (CNRP).</p> <p>La résolution peut être consultée à l'adresse globalcommitteeoflaw.org/gcrl/wp-content/uploads/2017/12/Ris.-Locatelli-Comm.-Esteri-12-12-17.pdf (en italien).</p>
<p>Koweït</p>	<p><i>Les jeunes parlementaires, vecteurs d'inclusion</i> Document final de la quatrième Conférence mondiale des jeunes parlementaires (Ottawa, Canada, novembre 2017)</p> <p>Travaux de l'UIP sur les questions relatives aux jeunes</p>	<p>Après avoir participé aux Assemblées de l'UIP et aux réunions du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, les délégués koweïtiens se sont employés activement à promouvoir la participation des jeunes.</p> <p>Après sa participation à la quatrième Conférence mondiale des jeunes parlementaires, un jeune parlementaire (qui est également membre du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP) a activement plaidé pour des réformes économiques concrètes en faveur des jeunes entrepreneurs au Koweït. Il a officiellement demandé au gouvernement de soutenir financièrement les jeunes entrepreneurs.</p>
<p>Mali</p>	<p><i>Les ODD à l'usage des parlements - Outil d'auto-évaluation</i> (publication de l'UIP, 2016)</p>	<p>En janvier 2018, l'Assemblée nationale malienne a procédé à un exercice d'auto-évaluation portant sur les ODD. Parmi les participants figuraient des membres de la Commission des ODD de l'Assemblée nationale, les présidents et rapporteurs des groupes et commissions parlementaires, des femmes et des jeunes parlementaires, des membres du personnel parlementaire, ainsi que des représentants du gouvernement et de la société civile.</p>

Nouvelle-Zélande	<i>Déclaration de Hanoï - Les objectifs de développement durable : passer des mots à l'action.</i> Document final du débat général (132 ^{ème} Assemblée de l'UIP, Hanoï, Viet Nam, avril 2015) Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques (publication de l'UIP, 2016)	En avril 2017, un débat parlementaire s'est tenu à la Chambre des Représentants sur le rôle des parlements dans l'adoption de mesures urgentes contre les changements climatiques.
	Résultats des Assemblées de l'UIP	Le Parlement publie généralement sur ses comptes Facebook et Twitter des informations sur les Assemblées de l'UIP ainsi que leurs résultats.
	<i>Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires</i> (publication de l'UIP, 2016)	En juillet 2018, le Groupe néo-zélandais des femmes parlementaires du Commonwealth a mené une enquête inspirée de celle conduite par l'UIP sur le sexisme, le harcèlement et la violence à l'encontre des femmes parlementaires.
Nigéria	Conférence régionale à l'intention des jeunes parlementaires d'Afrique (Abuja, Nigéria, septembre 2017) Travaux de l'UIP sur les questions relatives aux jeunes Campagne <i>Not too young to run</i> ("Pas trop jeune pour être candidat")	Un groupe de jeunes parlementaires nigériens s'est rendu au Ghana le 27 novembre pour aider leurs homologues à créer un forum de jeunes parlementaires. Cet échange de bonnes pratiques a fait suite à la Conférence régionale des jeunes parlementaires africains de l'UIP, qui s'est tenue en septembre à Abuja. Après la conférence, plusieurs jeunes parlementaires du Ghana ont décidé de créer leur propre forum et ont ainsi fait appel à leurs pairs nigériens pour leur venir en aide. En mai 2018, le Président nigérien a signé les lois "Not Too Young to Run" ("Pas trop jeune pour être candidat") qui abaissent l'âge auquel les jeunes peuvent se présenter aux élections. L'un des projets de loi a été proposé par un jeune parlementaire qui est un ancien membre du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP. L'UIP a été l'une des premières organisations à soutenir la campagne mondiale Not too young to run (" Pas trop jeunes pour être candidat ") qui a débuté au Nigéria en 2016.
Ouzbékistan	Publications de l'UIP	Plusieurs publications de l'UIP (notamment l'ouvrage <i>Droits de l'homme - Guide à l'usage des parlementaires</i> , des publications sur la protection de l'enfance et le guide <i>Les ODD à l'usage des parlements - Outil d'auto-évaluation</i>) ont été traduites et sont utilisées dans le travail quotidien du Parlement.
	Travaux de l'UIP dans le domaine des droits de l'homme	Le Parlement a mis au point un mécanisme de contrôle parlementaire sur la mise en œuvre des recommandations de l'ONU et des engagements internationaux en matière de droits de l'homme, notamment les résultats de l'EPU. Des auditions parlementaires sont également organisées pour discuter des différents rapports nationaux à soumettre aux organes de l'ONU qui s'occupent des droits de l'homme.

<p>Philippines</p>	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Mettre un terme à la grave crise humaine, aux actes de persécution et aux attaques violentes contre les Rohingyas, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales, et garantir le retour immédiat et sans condition des Rohingyas sur leurs terres d'origine au Myanmar.</i> Résolution (137^{ème} Assemblée de l'UIP, Saint-Petersbourg, Fédération de Russie, octobre 2017)</p>	<p>En décembre 2017, une sénatrice de l'opposition a demandé à la direction du Sénat de soutenir la résolution de l'UIP sur les graves préoccupations suscitées par la crise humanitaire qui frappe le peuple rohingya au Myanmar.</p> <p>Un compte rendu de la déclaration est disponible à l'adresse www.senate.gov.ph/press_release/2017/1218_delima2.asp (en anglais).</p>
<p>République centrafricaine</p>	<p>Travaux de l'UIP dans le domaine des droits de l'homme</p>	<p>En mars 2017, l'Assemblée nationale a approuvé la création de la Commission nationale des droits de l'homme.</p>
	<p>Travaux de l'UIP dans le domaine de l'égalité des sexes</p>	<p>En novembre 2016, l'Assemblée nationale a adopté une loi sur la parité.</p>
<p>République tchèque</p>	<p>Résultats des Assemblées de l'UIP</p>	<p>Après chaque Assemblée, les résolutions et décisions de l'UIP sont transmises aux commissions concernées. Les résolutions de l'UIP sont débattues au sein des commissions et prises en compte dans leurs travaux législatifs.</p> <p>Des rapports sont diffusés au sein du Parlement après chaque activité de l'UIP à laquelle le Parlement a participé, notamment des séminaires, ateliers, auditions, conférences, etc., en plus des Assemblées statutaires.</p>
	<p><i>Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre</i> (127^{ème} Assemblée de l'UIP, Québec, Canada, octobre 2012)</p> <p><i>Parlements : évaluer la sensibilité au genre - Outil d'auto-évaluation</i> (publication de l'UIP, 2016)</p>	<p>Influencé par les travaux de l'UIP dans le domaine de l'égalité des sexes, le Parlement a adopté une nouvelle politique sur le congé parental et a créé des garderies et des salles d'allaitement dans les locaux du Parlement.</p>
	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Guerre et situation humanitaire grave en Syrie, en particulier à Alep</i> Résolution (135^{ème} Assemblée de l'UIP, Genève, Suisse, octobre 2016)</p>	<p>Le Parlement a établi le Groupe d'amitié interparlementaire avec la Syrie, créant ainsi une plateforme de dialogue parlementaire et facilitant la coordination de l'action humanitaire.</p>

	<p><i>Rajeunir la démocratie, donner la parole aux jeunes</i> Document final du débat général (134^{ème} Assemblée de l'UIP, Lusaka, Zambie, mars 2016)</p> <p>Travaux de l'UIP sur les questions relatives aux jeunes</p>	<p>Après avoir participé au Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, plusieurs jeunes parlementaires se sont investis davantage dans différents domaines liés à la jeunesse, notamment l'éducation, les services sociaux, le sport, les dispositifs en faveur de la famille et les méthodes de travail du Parlement. Ils ont défendu la création de groupes de jeunes parlementaires, qui servent de points de référence aux jeunes pour établir des liens avec le Parlement et le gouvernement. En outre, les jeunes parlementaires ont promu différentes mesures législatives visant à favoriser l'entrepreneuriat chez les jeunes.</p>
Roumanie	<p><i>Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre</i> (127^{ème} Assemblée de l'UIP, Québec, Canada, octobre 2012)</p> <p><i>Parlements : évaluer la sensibilité au genre – Outil d'auto-évaluation</i> (publication de l'UIP, 2016)</p>	<p>Un groupe de travail multisectoriel sur l'égalité des sexes a été créé au sein de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Députés, réunissant des parlementaires, des responsables gouvernementaux, ainsi que des représentants des autorités locales et de la société civile. Le Groupe de travail a fait le point sur les principales questions et a déterminé la marche à suivre pour l'avenir en termes de réforme législative et de suivi de la mise en œuvre au niveau national. En conséquence, le Gouvernement roumain a approuvé en février 2018 un projet de loi visant à renforcer la loi 217/2003 sur la prévention et la lutte contre la violence domestique, qui introduit de nouvelles mesures pour la protection immédiate des victimes et le départ des agresseurs (du foyer). Le Gouvernement roumain a également approuvé la reconnaissance de la profession d'"expert et technicien en égalité des sexes".</p>
Royaume-Uni	<p>Audition parlementaire aux Nations Unies sur le thème <i>Le monde bleu : préserver les océans, protéger la planète et assurer le bien-être des êtres humains dans le du Programme de développement durable à l'horizon 2030</i> Manifestation organisée par l'UIP (New York, Etats-Unis d'Amérique, février 2017)</p>	<p>De retour dans leur pays, les deux parlementaires qui ont participé à l'Audition parlementaire 2017 à New York ont organisé une campagne nationale sur l'ODD 14 et ont abordé plusieurs questions avec les ministres concernés. Ils ont également encouragé la tenue d'un débat au Parlement sur la nécessité de protéger les océans.</p>
	<p><i>Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre</i> (127^{ème} Assemblée de l'UIP, Québec, Canada, octobre 2012)</p> <p><i>Parlements : évaluer la sensibilité au genre - Outil d'auto-évaluation</i> (publication de l'UIP, 2016)</p>	<p>Les deux chambres du Parlement procèdent actuellement à un audit de leur sensibilité au genre en suivant les processus préconisés par l'UIP.</p>
	<p>Décisions du Conseil directeur de l'UIP sur les droits de l'homme des parlementaires, préparées par le Comité des droits de l'homme des parlementaires</p>	<p>En juin 2018, le Parlement a reçu M. Anwar Ibrahim pour célébrer sa grâce et a salué les efforts déployés par l'UIP par l'intermédiaire de son CDHP.</p>

<p>Saint-Marin</p>	<p>Déclaration sur le thème <i>Renforcer le régime mondial applicable aux migrants et aux réfugiés : le besoin de solutions politiques fondées sur des données factuelles</i> Document final du débat général (138^{ème} Assemblée de l'UIP, Genève, Suisse, avril 2018)</p>	<p>Un débat sur les droits des migrants et le rôle joué par les parlements et les parlementaires dans leur protection a été organisé au Parlement.</p>
	<p>Point d'urgence sur le thème <i>Guerre et situation humanitaire grave en Syrie, en particulier à Alep</i> Résolution (135^{ème} Assemblée de l'UIP, Genève, Suisse, octobre 2016)</p>	<p>La résolution a été présentée en plénière et un débat a eu lieu en solidarité avec la population civile en Syrie.</p>
<p>Suède</p>	<p>Résultats des Assemblées de l'UIP</p>	<p>Le Département des relations internationales établit chaque année un rapport sur l'ensemble des activités de la délégation nationale suédoise, qui comprend également les résultats des Assemblées de l'UIP. Ce rapport est présenté en plénière par l'intermédiaire de la Commission des affaires étrangères pour délibération. La communication des résultats des Assemblées de l'UIP aux commissions et ministères concernés est une procédure standard.</p>
<p>Suisse</p>	<p>Résultats des Assemblées de l'UIP</p>	<p>Le rapport annuel 2018 sur les activités de la délégation suisse a été transmis à la Commission de politique extérieure et présenté devant celle-ci par le chef de la délégation. Le rapport a également été porté à l'attention des deux chambres, lesquelles l'ont adopté en juin 2018.</p>
<p>Zambie</p>	<p>Résultats des Assemblées de l'UIP et travaux de l'UIP en général</p>	<p>L'Assemblée nationale a mis en place un processus pour mettre en œuvre les résolutions et décisions de l'UIP. Avec l'appui technique de cette dernière, des séminaires nationaux sont régulièrement organisés pour sensibiliser les parlementaires aux travaux de l'UIP et identifier les mesures de suivi possibles au niveau national. Entre juin et juillet 2018, trois séminaires ont été organisés sur les thèmes suivants : 1. <i>Le rôle des parlementaires en tant que responsables politiques dans le parti au pouvoir et le rôle de l'opposition : mettre de côté les étiquettes politiques pour améliorer le développement national</i> ; 2. <i>Examiner les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des résolutions relatives aux mariages d'enfants et à la santé sexuelle et génésique</i> ; et 3. <i>Concevoir et créer des structures pour accélérer la mise en œuvre des ODD et assurer un financement suffisant à cette fin.</i></p>